

Luxemburg, le 21 janvier 2022

---

**Avis du Parlement des Jeunes sur les Inégalités dans l’Union européenne**

**Commission spéciale « Avenir de l’Europe »**

**(Version originale)**

---

Les inégalités au sein de l’Union européenne sont un problème permanent. Malgré les nombreux efforts menés par les institutions européennes, les inégalités continuent de croître dans certains Etats membres de l’UE. C’est le cas notamment, mais pas exclusivement, pour la Bulgarie, la Hongrie et le Luxembourg qui ont eu une augmentation significative de leur indice de Gini depuis 2009<sup>1</sup>, ce qui signifie qu'ils souffrent d'un accroissement des inégalités de revenus.

En plus de l'augmentation du coefficient de Gini, nous pouvons observer un nombre inquiétant de citoyens européens qui souffrent de privation matérielle, qui est définie par eurostat comme un état de tension économique soutenue et durable. Les critères de la privation matérielle sont variés, allant de l'absence de possessions matérielles telles qu'une voiture, un téléphone ou une machine à laver, à l'incapacité de couvrir les dépenses ou de s'acheter de la viande et du poisson. Le point commun de ces critères est qu'ils prouvent qu’une partie de la population de l’UE connaît des conditions déplorables de vie, certains pays étant beaucoup plus gravement touchés que d'autres. Néanmoins, la prévalence de la privation matérielle démontre la nécessité d'une initiative à grande échelle visant à résoudre ce problème urgent.

L'objectif de cet avis est de proposer un cadre structuré pour lutter contre les inégalités actuellement observées dans l'Union, afin de garantir un avenir plus équitable et plus juste pour tous les Européens.

Notre commission a travaillé sur le thème de l'inégalité et de la privation matérielle dans l'UE pendant une période prolongée afin de fournir une évaluation rationnelle de la situation actuelle et de proposer des solutions sous la forme de cet avis.

---

<sup>1</sup> <https://www.touteurope.eu/economie-et-social/europe-ou-les-inegalites-ont-elles-augmente/>

### Le Parlement des Jeunes

- A. Est préoccupé par les pourcentages élevés (12%) de privation matérielle au sein de l'UE<sup>2</sup> et par le manque de financement en place pour combattre ce problème urgent;
- B. Note que la privation matérielle entre le Luxembourg (3,7%) et la Bulgarie (32.6%) présente un écart significatif ;
- C. Est alarmé par le fait que 31,5 % des citoyens de l'UE n'ont pas été en mesure de payer leurs dépenses imprévues en 2019<sup>3</sup>;
- D. Est profondément choqué que 6,6 % des citoyens de l'UE ont de grandes difficultés à subvenir à leurs besoins<sup>4</sup> ;
- E. Est effrayé par les disparités entre les conditions de vie qui sont illustrés par de nombreux indicateurs, tels que
  - 1. Les dépenses en matière de sécurité sociale,
  - 2. Le pourcentage de la population ayant accès aux soins de santé,
  - 3. La qualité de l'infrastructure au niveau des transports ;
- F. Est troublé par le fait qu'en 2020, 8,2% des citoyens de l'UE n'étaient pas en mesure d'assurer le chauffage de leur maison de manière continue<sup>5</sup>;
- G. Constate qu'en 2019, 6.7% de la population de l'UE n'avait pas les moyens de s'offrir un repas, comportant de la viande, du poisson ou un équivalent végétarien, tous les deux jours<sup>6</sup>.

### Le Parlement des Jeunes

- 1. Recommande la création d'une directive<sup>7</sup>, visant à réduire significativement la privation matérielle dans l'UE, en mettant en place les propositions faites dans les

---

<sup>2</sup> <https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/tessi080/default/table?lang=en>

<sup>3</sup> [https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/ilc\\_md04/default/table?lang=en](https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/ilc_md04/default/table?lang=en)

<sup>4</sup> [https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/ilc\\_md09/default/table?lang=en](https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/ilc_md09/default/table?lang=en)

<sup>5</sup> [https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/ILC\\_MD0501\\_custom\\_1513666/bookmark/table?lang=en&bookmarkId=c0b14adb-b402-4804-8dee-44d12db8ee63](https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/ILC_MD0501_custom_1513666/bookmark/table?lang=en&bookmarkId=c0b14adb-b402-4804-8dee-44d12db8ee63)

<sup>6</sup> [https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/ilc\\_md03/default/table?lang=en](https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/ilc_md03/default/table?lang=en)

<sup>7</sup> « Les directives instaurent une obligation de résultat, mais laissent les États membres libres quant aux moyens d'y parvenir. Les pays de l'UE doivent adopter des mesures pour intégrer les directives dans leur

clauses opératives qui suivent. Nous encourageons les Etats membres à dédier une plus grande part de leur budget à la lutte contre les inégalités socioéconomiques. L'accès aux soins pourrait être d'avantage subventionné et une couverture sociale complète garantie ;

2. Encourage d'établir un critère de redistribution des fonds, non seulement basé sur la taille de la population, mais qui prend aussi en compte le coefficient Gini et le pourcentage de la population touchée par la déprivation matérielle de l'Etat en question ;
3. Propose d'approfondir les débats sur la création d'un salaire minimum à échelle européenne, qui pourrait être ajusté à l'indice du pouvoir d'achat de l'Etat en question, afin de sauvegarder la compétitivité de la main d'œuvre ;
4. Recommande l'expansion des programmes sociaux pour les personnes les plus vulnérables à la pauvreté, afin de garantir que chaque citoyen puisse bénéficier de l'accès à l'éducation et aux soins ;
5. Encourage que les projets d'infrastructure inter-UE et nationaux soient d'avantage axés sur des infrastructures à caractère socioéconomique, telles les écoles et les hôpitaux ;
6. Soutient les efforts politiques et législatifs visant à favoriser la transition énergétique vers des sources vertes, étant donné la montée des prix des sources fossiles. En soutenant des sources moins coûteuses et moins soumises à la volatilité du marché, les populations vulnérables pourraient être protégées des conséquences néfastes d'une augmentation du coût énergétique ;
7. Recommande la création d'un programme social qui dédié à la sécurité alimentaire, y compris à celle des enfants et adolescents. Nous proposons notamment un remboursement partiel ou complet des frais de cantine/caféteria dans les écoles, basé sur un indice fixé aux revenus des parents et au nombre d'enfants.

En guise de conclusion, le Parlement des Jeunes constate que les inégalités étudiées demeurent une problématique omniprésente au sein des différents pays de l'UE. Ces inégalités comprennent notamment le volet de la privation matérielle, qui a des répercussions humaines désastreuses. Cet avis a souhaité dresser le bilan de l'étendue de cette privation au sein de l'UE. La privation de l'accès aux soins, à l'alimentation et à l'éducation sont des manifestations regrettables de ce phénomène. Malheureusement, 12% des citoyens résidents dans l'UE sont des victimes de cette crise humanitaire persistante. Par conséquent, le Parlement des Jeunes est convaincu de l'urgence d'agir immédiatement.

---

législation nationale (transposition), afin d'atteindre les objectifs fixés par la directive. Les autorités nationales doivent communiquer ces mesures à la Commission européenne. » ([https://ec.europa.eu/info/law/law-making-process/types-eu-law\\_fr](https://ec.europa.eu/info/law/law-making-process/types-eu-law_fr))

Le Parlement des Jeunes espère avoir réussi à porter l’attention des instances nationales et européennes sur ce sujet et à les encourager à œuvrer pour la promulgation d’une directive européenne visant à combattre ce phénomène. Ce faisant, l’UE répondrait à l’appel de Nelson Mandela qui rappelait que tant que la pauvreté, l’injustice et les inégalités flagrantes persistaient dans notre monde, aucun de nous ne pourrait se reposer.

De surcroît, les inégalités socioéconomiques nourrissent le discours des partis d’extrême droite, qui montent en puissance en ces temps. Le fait que cette problématique omniprésente persiste au sein des différents pays de l’UE est d’autant plus inquiétant, puisqu’elle menace les fondations mêmes de nos démocraties. Face à cette vague de populisme, l’UE pourrait porter un message d’esérance et un projet visionnaire.